

Ecolo, Défi : qui va faire le premier pas ?

Après la rupture PS-CDH, l'alliance MR-CDH tient la corde en Wallonie. Ailleurs, Ecolo et, plus encore, Défi semblent indispensables à toute majorité.

Depuis qu'il a choisi de tourner le dos au PS, Benoît Lutgen se retrouve face à un casse-tête. Si la situation semble simple en Wallonie, où le tandem MR-CDH dispose, seul, d'une majorité, certes très étriquée, elle est beaucoup moins claire pour Bruxelles et pour la Fédération Wallonie-Bruxelles.

A la Fédération, le tandem orange-bleu ne dispose pas d'une majorité, à deux sièges près. L'idée d'un gouvernement minoritaire a circulé mais, outre le fait que la loi impose que pour défaire une majorité en place, il faut, a priori, en présenter une autre, la mise en place de nouveaux ministres se concrétise par un vote du parlement. Vote qui nécessite... une majorité. Mais cet écueil pourrait être contourné via un soutien de l'extérieur d'Ecolo et de Défi. Olivier

Maingain, président de cette dernière formation, rejette ce scénario mais Zakia Khattabi, qui dirige la seconde, n'exclut pas de voter certains textes depuis l'opposition, si ceux-ci portent sur la gouvernance.

Des verts qui, malgré

leur posture actuelle, pourraient cependant accepter de rejoindre l'attelage MR-CDH en Wallonie. Ils n'excluent en effet pas que Défi monte dans une majorité avec le CDH et le MR à Bruxelles.

Dans ce cas-là, Défi ac-

céderait sans doute aussi à la Communauté française. Une hypothèse qui ne plaît guère à Ecolo, qui considère les amarante comme un concurrent direct et préférerait donc contrer celui-ci de l'intérieur.

A Bruxelles, ces mêmes amarante ont un rôle crucial dans les négociations. Les deux options qui circulent (remplacer le CDH par Ecolo, pour une majorité PS-Défi-Ecolo, ou une majorité, tenant ici aussi à un siège, MR-Défi-CDH, sans les écologistes) donnent en effet un rôle prépondérant à Défi. Certains voient même ce parti réclamer la ministre-présidence, quelle que soit l'option retenue. Un scénario qu'Olivier Maingain dément. ■

Les verts reviennent dans le ballet diplomatique

CRISE POLITIQUE

Benoît Lutgen s'est longuement entretenu avec les coprésidents d'Ecolo Zakia

Khattabi et Patrick Dupriez, ce jeudi. L'hypothèse d'un retour des verts dans la majorité en Wallonie et à la Communauté française est évoquée, même si la bipartite MR-CDH garde la corde.

A Bruxelles, l'option PS-Défi-Ecolo reste privilégiée. Alors que les discussions battent leur plein, dans les entités fédérées, les exécutifs poursuivent leur travail, malgré la crise, comme si de

rien n'était ou presque. Pendant ce temps, au PS, passé l'électrochoc du début de semaine, on se prépare aux congrès de juillet et septembre, décisifs pour l'avenir du parti.

► Après la rupture PS-CDH, les scénarios se bousculent.

► Jeudi, on parlait beaucoup d'Ecolo et Défi.

► Même si MR et CDH tiennent toujours la corde en Wallonie.

A quoi songeait Benoît Lutgen quand il a choisi de tourner le dos au PS ? Selon bien des acteurs et observateurs de la crise actuelle, ses pensées allaient avant tout vers la Région

wallonne, où CDH et MR pourraient convoler à deux (avec l'appui éventuel d'André-Pierre Puget) et vers la Fédération Wallonie-Bruxelles. « Dans l'esprit de Lutgen, Wallonie et Fédération étaient liées, Bruxelles étant jugée particulièrement complexe », avance un cabinetard centriste.

Ce faisant, le président du CDH s'est retrouvé avec un rubik cube où, hormis la facette wallonne, toutes les autres semblent compliquées à aligner. Jeudi, il recevait les coprésidents d'Ecolo. Trois heures pour, notamment, « partager le constat d'un besoin de mesures très

fortes d'assainissement public ». Samedi, il recevra le président Défi, Olivier Maingain. Tout cela pourrait donner quoi ? Réponses.

1 Improbable coalition minoritaire à la Fédération A Namur, les noces pourraient être officialisées (assez) rapidement. A la Fédération, il en va autrement, le tandem orange-bleu ne disposant pas d'une majorité (46 sièges sur 94), à deux sièges près. Et pourtant, le temps presse. Une série de dossiers scolaires sont en souffrance à deux mois de la rentrée. Et le monde associatif, où le CDH dispose de relais, est en attente du renouvelle-

ment de subsides. D'où l'idée d'un gouvernement minoritaire à la Fédération : MR et CDH y solliciteraient des appuis de circonstances, en fonction des dossiers (et en échange de concessions), auprès d'Ecolo et de Défi. Praticable ?

Dans les entités fédérées, pour défaire une majorité en place, il faut a priori en présenter une autre. « Dans ses articles 71, 72 et 73, la loi spéciale du 8 août 1980 prévoit qu'il faut soit qu'une motion de méfiance constructive soit déposée par au moins huit députés, contre certains ministres ou l'ensemble du gouvernement, explique

Jean Faniel, directeur du Crisp. *Mais elle doit proposer des remplaçants. L'autre possibilité est que le gouvernement demande la confiance, ne l'obtienne pas et chute. Il doit alors être remplacé sans délais. Sinon, il entre en affaires courantes.*

Autre obstacle : l'élection des ministres se concrétise lors d'un vote du parlement. Là encore, une majorité est nécessaire. Mais, ajoute Faniel, « si des députés de l'opposition s'abstiennent, les ministres peuvent obtenir un nombre de votes positifs suffisants pour être élus. Politiquement, tout se monnaie. »

Ce qui serait compatible avec le scénario d'un appoint extérieur à la majorité MR-CDH. Deux formations disposent d'assez de députés pour jouer ce rôle. Ecolo (6 sièges) et Défi (3 sièges). Olivier Maingain, pour Défi, rejette l'idée : « Nous ne participerons pas à des solutions bancales. Il faut des majorités stables ». Zakia Khattabi (Ecolo) n'exclut pas de voter certains textes depuis l'opposition, s'ils portent sur la gouvernance. « Mais la gouvernance ne peut en aucun cas faire l'objet d'un marchandage et servir de monnaie d'échange. »

2 L'hypothèse d'un retour d'Ecolo
Et si les verts acceptaient de rejoindre un attelage MR-CDH en Wallonie – scénario le plus probable ? L'hypothèse émergeait jeudi. Suivez le raisonnement.

Les verts n'excluent pas que Défi finisse par monter dans une majorité avec le CDH et le MR à Bruxelles. Dans ce cas-là, Défi accèderait sans doute à la Communauté française. Voilà qui ne plaît guère à Ecolo, Défi étant son concurrent direct. Résultat : Ecolo réfléchit à l'idée de participer à un gouvernement MR-CDH en Wallonie (où ses élus sont moins à gauche qu'à Bruxelles), en échange d'un programme lourd en termes de gouvernance. Ce qui lui ouvrirait la porte de la Communauté française, compétente dans des domaines chers aux verts : enseignement, culture, secteur associatif...

La façon donc les co-présidents d'Ecolo et le président du CDH ont communiqué jeudi, après leur rencontre, apporte du crédit à ce scénario MR-CDH-Ecolo wallon. Et un libéral relève « une bonne part de convergences MR-Ecolo en termes de gouvernance ». Mais, ajoute-t-il, « il faudra aussi des discussions socio-économiques. » D'autres bleus continuent

d'ailleurs à parier sur une bipartite MR-CDH... à moins que « certains partis attendent le début de cela pour faire monter les enchères ».

3 A Bruxelles, deux scénarios

Dans la capitale, deux options circulent, à commencer par celle de renvoyer le CDH dans l'opposition, et de le remplacer par Ecolo, laissant la place à un attelage PS-Défi-Ecolo. Dans nos colonnes, sans appeler à la constitution d'une telle majorité, le ministre-président Rudi Vervoort (PS) estimait jeudi qu'il y avait « une convergence » entre ces trois partis en matière de gouvernance. Olivier Maingain nous le confirme : « Ceux qui traînent des pieds, ce sont le MR, le CDH et les partis flamands ». Et Elio Di Rupo a déclaré à RTL que PS et Ecolo se verraient lundi pour parler de renouveau politique.

Ceci dit, il n'y a aucune garantie qu'Ecolo accepte de compléter l'alliance. « Je ne suis pas sûr qu'ils vont venir sauver les murs alors qu'ils ne soutiennent pas l'accord de majorité depuis le début de la législature », dit-on dans les rangs de la majorité. Autre accueil : si Ecolo monte, c'est avec Groen. Or, jeudi, le ministre VLD Guy Vanhengel a lancé : « Changer la majorité néer-

landophone ? Pas du tout ! »

L'autre hypothèse est celle d'une majorité MR-Défi-CDH. Elle disposerait de 37 sièges, la majorité étant à 36 côté francophone. C'est court, mais jouable. Reste que certains ont « l'impression qu'Olivier

Maingain ne veut vraiment pas modifier l'attelage actuel ». Quant aux libéraux, ils n'y croient guère : « Chez nous, personne ne croit en la possibilité de monter dans le gouvernement bruxellois. Il y a trop de méfiance à notre égard de la part d'Ecolo et de Défi. »

4 La ministre-présidence à Défi ?

A Bruxelles, les amarantes ont un rôle tellement crucial dans les négociations que certains les voient déjà réclamer la ministre-présidence, quelle que soit l'option retenue... « Pas du tout, recadre Olivier Maingain. Cela ne fait pas partie de nos revendications. J'ai des exigences de gouvernance et de mise à l'écart des gens à la base des scandales. On n'en est pas encore à savoir avec qui on va travailler ». Mais certains jugent tout de même que Maingain « joue sa carte... » ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

DAVID COPPI

MARTINE DUBUISSON

PASCAL LORENT

entités fédérées Ministres et députés travaillent mais des dossiers sensibles sont gelés

La vie continue pour les entités fédérées. La situation actuelle y est inédite. Au fédéral, quand un gouvernement chute faute de majorité, les affaires courantes s'imposent. En Wallonie, à Bruxelles ou en Fédération, les exécutifs poursuivent leur existence, malgré le coup de force du CDH. A un rythme prudentissime, mais aussi dans un climat plutôt constructif en plein milieu d'une crise majeure.

En Wallonie, le gouvernement s'est réuni de manière électronique ce jeudi. Ministres PS et CDH n'ont donc pas eu à se croiser. L'ordre du jour était squelettique, mais les arrêtés d'application de la réforme des aides à l'emploi ont été adoptés. Ils étaient indispensables. Le cabinet PS d'Eliane Tillieux, la ministre de l'Emploi, s'en réjouit : « L'inconscience du CDH n'hypothéquera pas l'entrée en vigueur du nouveau dispositif. »

La commission d'enquête sur Publifin a achevé ses auditions ce jeudi également. L'attitude consensuelle entre tous les partis a prévalu. L'heure est venue de rédiger le rapport final sur le scandale à l'origine de la crise politique, on finirait presque par l'oublier. Les travaux ont débuté dès l'après-midi. Le texte définitif doit être déposé au greffe le 4 juillet. Le débat en plénière est programmé pour le 12 juillet.

Comme prévu.

Au parlement wallon toujours, la conférence des présidents a arrêté le menu des travaux des députés pour la semaine prochaine. Les commissions auront lieu comme prévu. Les députés seront surtout invités à s'y pencher sur l'ajustement du budget régional pour 2017. Une situation peu banale puisque le budget est considéré comme l'acte politique majeur d'une coalition. Les correctifs apportés ici ont été approuvés par le gouvernement PS-CDH. Qu'en diront d'autres formations qui sont aujourd'hui au milieu du gué entre majorité et opposition ?

Pas de politique de la chaise vide

A l'ordre du jour des prochains jours aussi, des questions parlementaires, en tout cas celles qui ont un lien avec l'actualité ou attendent une réponse urgente. Mercredi, les députés réunis en séance plénière devraient enfin débattre du décret d'électricité approuvé récemment en commission.

Et à Bruxelles, tout va bien ? « Comme si de rien n'était » : c'est ainsi qu'on résumait, dans les cabinets ministériels, la réunion du gouvernement de la Région-Capitale, ce jeudi. La majorité PS-CDH-Défi-VLD-SPA et VLD s'est réunie comme d'habitude, place Royale. Les trois représentants

néerlandophones sont arrivés ensemble, pour démontrer leur unité et leur volonté de poursuivre ensemble. La ministre centriste Céline Fremault était également présente : « Nous sommes là pour travailler dans l'intérêt général et faire fonctionner les institutions dans l'attente d'une majorité alternative », a-t-elle expliqué.

Pas de politique de la chaise vide donc, à l'inverse de l'attitude observée par le groupe CDH au parlement régional mercredi : les députés CDH n'avaient pas fait le déplacement en commission Santé. Ce jeudi, après de nombreuses réactions outrées de collègues parlementaires, les centristes étaient bien présents sur les bancs du parlement. Les réunions devraient donc suivre leur cours normalement dans les semaines à venir, à commencer par le groupe de travail sur la gouvernance ce vendredi et la commission d'enquête sur le Samusocial mardi prochain. Une situation un rien surréaliste, aux yeux de certains députés, qui jugent étonnant que le CDH continue de siéger tout en dénonçant la gouvernance...

Même le parlement de la Fédération s'adapte. Une conférence des présidents était convoquée dans une semaine afin d'organiser les travaux. A la demande d'Ecolo, elle a été avancée à ce vendredi

23 juin et pourrait s'ouvrir à un représentant de Défi.

Mais ne nous y trompons pas : tout n'est pas rose en affaires prudentes. En Wallonie, les réformes de gouvernance sont gelées, les transporteurs s'inquiètent de la fin des négociations autour de la taxe kilométrique. En Fédération, les syndicats ont fait savoir que le gouvernement avait mis

un terme aux réunions relatives à un accord social très attendu dans le secteur non marchand. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT
ERIC DEFFET

« *Il n'y a pas de contrepartie* »

tie à la gouvernance. Ce n'est pas un marchandage... »

ZAKIA KHATTABI (ECOLO)

Zakia Khattabi (Ecolo) : « Pas de contrepartie à la gouvernance »

Zakia Khattabi n'entend pas s'en laisser conter. Et si crise il y a avec la rupture PS-CDH, la coprésidente d'Ecolo souhaite en profiter pour mettre la gouvernance à l'agenda. Mercredi, avec Patrick Dupriez, elle présentait dix-sept propositions de son parti pour « *refonder la démocratie* » (*Le Soir* d'hier), adressées à toutes les familles politiques. Et ce jeudi matin, elle a rencontré Benoît Lutgen à Namur afin de les lui remettre en mains propres.

Comment s'est déroulée votre rencontre avec Benoît Lutgen ?

Cette rencontre était nécessaire pour nouer un contact et comprendre ce qui s'est réellement passé. Il fallait aussi rétablir la confiance. Car d'habitude, les gens s'entendent sur un accord de majorité puis vont au parlement. Ici, ce n'est pas le cas. Nous voulons donc saisir l'occasion pour évoquer la gouvernance et porter des réformes en profondeur de celle-ci. Après un échange assez franc, nous avons examiné mesure après mesure, échangé nos vues et éclairci certains points. Et nous avons convenu de nous revoir pour voir sur quoi il y a accord ou désaccord.

On dit pourtant le CDH, à l'instar du MR, fort réticent sur les questions de gouvernance...

Il semble que les lignes bougent. Et M. Lutgen a justifié son divorce avec le PS par des enjeux d'éthique et de gouvernance. Il paraît prendre conscience de la crise de confiance entre le politique et le citoyen. C'est à régler celle-là que nous nous attelons chez Ecolo et non à nous préoccuper d'une crise de majorité.

Mais Ecolo pourrait-il monter dans une majorité ?

La question ne se pose pas encore. On monterait dans une majorité demain que cela ne changerait rien à la crise de

confiance qui nous occupe. Il ne s'agit pas de rénover une vieille maison mais de la raser pour poser les fondations d'une autre. Nous voulons des garanties sur la nouvelle maison à construire, que nous en soyons propriétaire ou pas.

Cela signifie-t-il que vous pourriez soutenir une coalition sans en être ?

Pour le moment, nous avons donné consigne à nos députés de poursuivre le travail. Par le passé, il nous est arrivé de soutenir des projets depuis l'opposition. Et si nous engrangeons des avancées sur la gouvernance, nous les voterons, que nous siégeons ou pas dans la majorité.

Mais pour cela, il faudra soutenir la majorité sur d'autres dossiers...

Non. Il n'y a pas de contrepartie à la gouvernance. Ce n'est pas un marchandage. Le contexte est tel qu'il n'y a pas lieu de réclamer une monnaie d'échange contre l'assainissement de la vie publique. Pour les partis politiques, c'est le moment de passer de la parole aux actes. Un marchandage signifierait que nous restons dans les vieilles recettes de la politique. Nous déposerons des textes en matière de gouvernance et ceux qui soutiennent ces propositions les voteront, depuis les bancs de la majorité ou de l'opposition. Nous avons entendu les aspirations citoyennes. Et c'est pour cela que

nous avons formulé ces propositions en résonance avec ce qui se passe dans la vie publique. Chacun doit donc prendre ses responsabilités, désormais.

A Bruxelles, on évoque une coalition PS-Ecolo-Défi. Cela vous tente-t-il ?

A ce stade, je ne suis tentée par aucune majorité car la question ne se pose pas. Que ceux qui nous ont mis dans cette situation apportent la solution. Ce divorce CDH-PS n'a été pensé que depuis la Wallonie, en se disant « advienn

que pourra ». Notre actualité n'est pas de monter dans une majorité gouvernementale, ni en Wallonie ni à Bruxelles. Il n'y a d'ailleurs aucune discussion avec M. Vervoort. Nous ne parlons que de gouvernance et nous avons envoyé nos propositions à tous les partis. Tout le monde est logé à la même enseigne. La semaine dernière, le CDH et M. Prévot disaient ce qu'ils pensaient du décumul. Le MR également. Aujourd'hui, ils ne vont pas échapper à une réforme de la gouvernance.

Le MR dit avoir pour priorité le socio-économique...

Si c'est sa réponse, nous en prendrons acte.

En 2009, Ecolo et le CDH avaient formé un « melon » pour faire pression et former les majorités. Pourriez-vous rééditer cela avec Défi ?

Nous ne sommes pas dans ce scénario. A l'époque, nous étions deux contre tous. Ici, tous les partis se disent ouverts aux questions de gouvernance. Il pourrait y avoir des alliances à certains moments en fonction des blocages. Mais sera-ce avec M. Maingain ? Je n'en sais rien puisque je ne sais pas comment seront accueillies ces mesures. ■

Propos recueillis par
PASCAL LORENT

« *Ce divorce n'a été pensé que depuis la Wallonie, en se disant "advienn que pourra" »*

ZAKIA KHATTABI (ECOLO)